



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES  
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

ARD Littoral-Ouest-Cannes

**ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2024-10-30**  
réglementant temporairement la circulation, hors agglomération,  
sur la RD 13, entre les PR 4+060 et 3+930 et aux débouchés de la VC et de la contre-allée adjacentes,  
sur le territoire de la commune de GRASSE

*Le président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

*Le maire de Grasse,*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de la route ;  
Vu le Code de la voirie routière ;  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;  
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;  
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;  
Vu la demande de la société SUEZ, représentée par M. Blanc, en date du 30 septembre 2024 ;  
Vu l'autorisation de travaux n° SDA LOC-GR-2024-9-206 en date du 30 septembre 2024 ;  
Vu l'avis favorable de la commune de Grasse en date du 30 septembre 2024 ;

Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes ;

Considérant que, pour permettre l'exécution de travaux de renouvellement de réseau d'eau potable, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 13, entre les PR 4+060 et 3+930 et aux débouchés de la VC et de la contre-allée adjacentes ;

**ARRETENT**

ARTICLE 1 – A compter du lundi 21 octobre 2024, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu'au vendredi 01 novembre 2024 à 17 h 00, **en continu sans rétablissement sur l'ensemble de la période**, la circulation de tous les véhicules, hors agglomération, sur la RD 13, entre les PR 4+060 et 3+930 et aux débouchés du chemin de la chapelle de Saint François (VC) et de la contre-allée, adjacents pourra s'effectuer selon les modalités suivantes :

- **Sur la RD 13 et la VC** : Circulation sur une voie unique, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables à 2 phases en section courante et à 3 phases au droit de l'intersection avec le Chemin de la Chapelle de Saint François (VC) adjacent :
  - . sur une longueur maximale de 130 m sur la RD,
  - . 20 m sur la VC depuis son intersection avec la RD,
- **Au droit de la VC** : pendant la réalisation de la tranchée, au débouché du chemin de la chapelle Saint François, les accès seront momentanément neutralisés.  
**Dans le même temps, les accès riverains s'effectueront, de jour, par la contre-allée :**
  - dans le sens de circulation de l'alternat en cours depuis la RD 13.
  - par un pilotage manuel de jour, gérées au cas par cas, pour les sorties.

Toutefois, toutes les dispositions seront prises, pour assurer, en cas de nécessité, le passage sur la voie communale, dans l'un ou l'autre sens, des véhicules en intervention des forces de l'ordre, ainsi que ceux des services d'incendies et de secours.

- **Au droit de la contre-allée** : lors de la réalisation de la tranchée et jusqu'à la fin des travaux, les accès seront neutralisés et l'accès au parking s'effectuera depuis la VC.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée à partir du point d'application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;

La largeur minimale de la voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).

Elles seront mises en place et entretenues par l'entreprise S.E.E.T.P., chargée des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et des services techniques de la mairie de Grasse, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l'agence routière départementale et le maire de la commune de Grasse pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/collectivité/publication-reglementaire-des-arretes>), affiché et publié dans la commune de Grasse ; et ampliation sera adressée à

- M. le maire de la commune de Grasse,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes,
- M. le directeur des services techniques de la mairie de Grasse, e-mail : [secretariat.gdp@ville-grasse.fr](mailto:secretariat.gdp@ville-grasse.fr),

- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- entreprise S.E.E.T.P. – 74 Chemin du Lac, 06130 GRASSE (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : [seetp@wanadoo.fr](mailto:seetp@wanadoo.fr),

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution ; ainsi que pour information à :

- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- société SUEZ / M. Blanc – 836 Avenue de la Plaine, 06250 MOUGINS ; e-mail : [frederic.blanc@suez.com](mailto:frederic.blanc@suez.com),
- DRIT / CIGT ; e-mail : [cigt@departement06.fr](mailto:cigt@departement06.fr), [emaurize@departement06.fr](mailto:emaurize@departement06.fr),  
[rponsardingiraud@departement06.fr](mailto:rponsardingiraud@departement06.fr), [pbeneite@departement06.fr](mailto:pbeneite@departement06.fr), [saubert@departement06.fr](mailto:saubert@departement06.fr) et  
[cbernard@departement06.fr](mailto:cbernard@departement06.fr).

Grasse, le

10 OCT. 2024

Le maire,  
 Vice-président du Conseil départemental  
 des Alpes-Maritimes,  
 Président de la communauté d'agglomération  
 du Pays-de-Grasse,

Jérôme VIAUD



Nice, le - 3 OCT. 2024

Pour le président du Conseil départemental  
 et par délégation,  
 Le directeur des routes  
 et des infrastructures de transport,

Patrick CARY

